

QUEST

apl

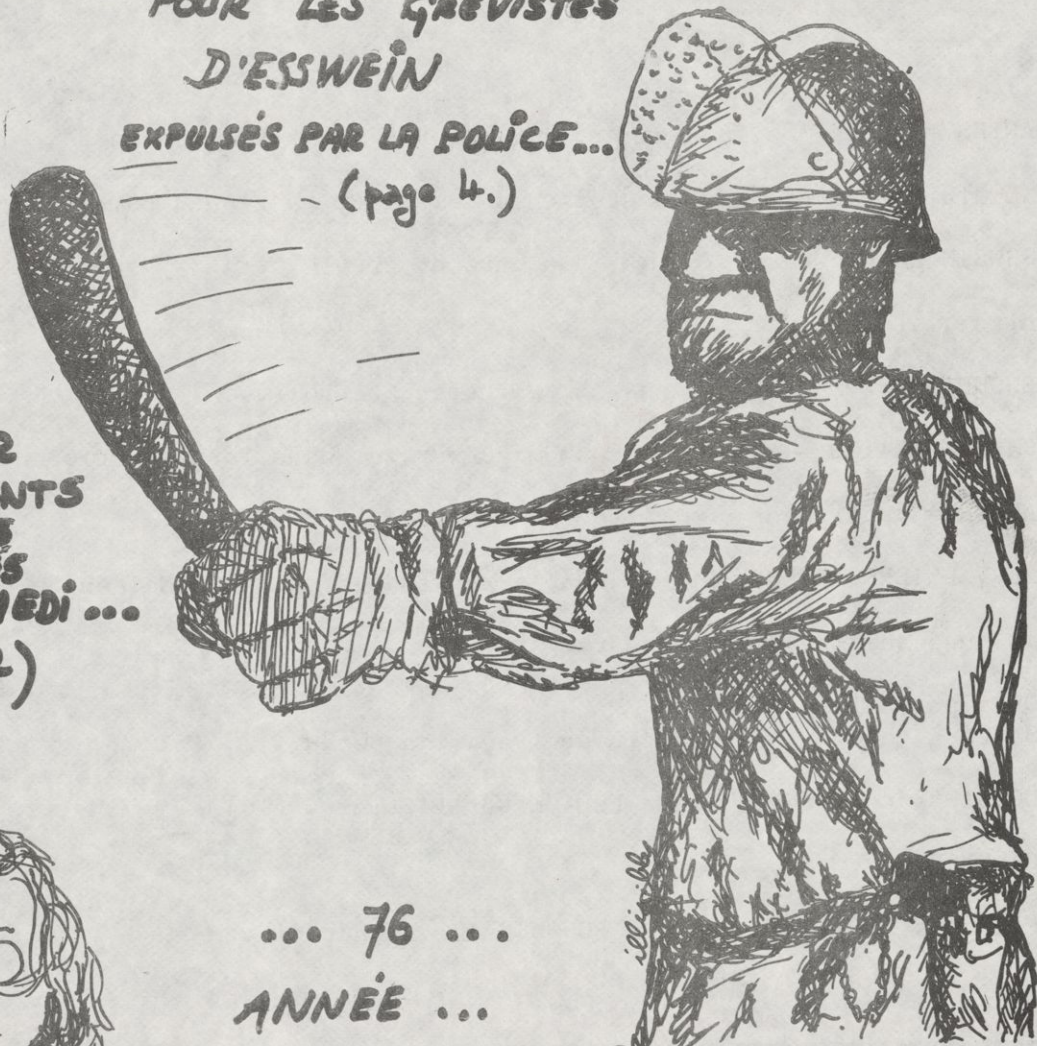
information

Bulletin régional hebdomadaire de l'Agence Presse Libération

REPRODUCTION ET UTILISATION DES INFORMATIONS ENTIEREMENT LIBRES...

POUR LES GRÉVISTES
D'ESSWEIN
EXPULSÉS PAR LA POLICE...
(page 4.)

... ET POUR
LES ÉTUDIANTS
NANTAIS
MATRAQUÉS
SAMEDI...
(page 2)



... 76 ...
ANNÉE ...
DE LA TRIQUE ?

n° 123

12 Janvier 76

ABONNEMENT
12 NUMÉROS
15,00 fr.

1,50 F

APL - 29 RUE JEAN JAURES 44000 NANTES - LIBRAIRIE 71 - TEL. 73. 82. 48

apl : périodique nantes cccap 54701

Directeur
Maurice Clavel

apl : périodique nantes cccap 54701
imp spz

AU MENU CETTE SEMAINE=

- 2- NANTES = trois (3) fois en grève... depuis trois (3) semaines .
- 3- la police charge les étudiants samedi et matraque trois (3) profs .
- 4- ESSWEIN-La Roche sur Yon ... toujours en grève .
- 5- Suite ...
- 6- VENDEE = le vrai visage de l'Enseignement Catholique .
- 7 - Saint-NAZAIRE = à propos du chômage partiel dans la réparation navale(GSED.44).
- 9- NANTES = appel pour une rencontre ouvrière .
- 10- DERVALLIERES = la ville de Nantes reprend en mains la Maison de Quartier ?
- 11- ... une semaine dans l'Ouest .
- 12- On a perdu le shériff .
Santé à vendre , le médecin du travail a perdu .
- 13- DOSSIER= conférence de De FELICE sur l'Armée .(fin)
- 16- CALENDRIER .
- 17- François BERANGER chante à BOUGUENNAIS , Vendredi .

Nantes : 3 Facs. en Grève depuis 3 semaines.

(2)

Le jeudi 8 janvier 1976, Soisson nous a annoncé officiellement l'adoption de son projet par le CNER (Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche).

Les facs de Lettres, Sciences, Droit et Sciences Eco. de Nantes sont en grève depuis 3 semaines pour lutter contre cet arrêté. Celui-ci envisage la réforme du 2e cycle universitaire et complète la réforme des DEUG et du 3e cycle :

- il consacre la main-mise du patronat sur l'enseignement et la recherche.
- le processus d'habilitation des diplômes ne vise en fait qu'à homologuer ceux correspondant aux besoins du patronat.
- Cela vise à une mise en place de facs concurrentielles et à l'éclatement des diplômes nationaux.

Aussi, nous exigeons :

- la réintégration immédiate et sans condition des 68 camarades exclus du DEA de Droit par une commission pédagogique ; la création d'un 3e cycle pour Sciences Eco.
- la reconnaissance des DUT, des diplômes nationaux, et l'emploi au niveau de qualification acquis.
- l'abandon du projet visant à transformer les facs en super IUT ; une formation polyvalente et critique et une allocation d'étude pour tous.
- l'abandon d'un projet d'ouverture au compte-goutte des facs aux non-bacheliers ; des facs ouvertes à tous.

Contre la rentabilisation de l'Université selon les critères du patronat et pour sa véritable vocation sociale, les étudiants manifestent Samedi 10 à Nantes et d'autre part, ils appellent à une manifestation régionale le MARDI 13.

Nous insistons sur la nécessité d'une mobilisation nationale des étudiants contre l'arrêté SOISSON.

COMITE INTER-FACS NANTES

COMMUNIQUÉ A L'ISSUE DU MATRAQUAGE SAMEDI

Le samedi 10 Janvier à l'appel du SNESUP (FEN), des anciens étudiants d'IUT du CA UNEF IUT, des comités de grève de Droit, Sc.Eco., Lettres et Sciences, soutenus par l'UD CFDT et l'UL CGT-FO et la FEN 44, étudiants et enseignants ont manifesté pour le retrait du projet Soisson, pour la récupération immédiate et sans condition des exclus de Droit, la reconnaissance des DUT dans toutes les conventions collectives

La manifestation avait pour but de conduire une délégation auprès des autorités réunis à l'occasion du 10ième anniversaire des IUT. Tous les accès de l'IUT-ENSM étant bloqués par les forces de police, la délégation a demandé son passage. Après plus de 30 minutes d'attente, les organisateurs ont parlementé pour que les forces de police soient retirées. Refus leur fut opposé.

Immédiatement des forces de police ont frappé le premier rang de la manifestation. Alors que celle-ci reflue, la provocation de deux individus servait de prétexte à la charge de police. L'arrêt des forces de police a été obtenu par la manifestation.

3

te à une charge de police blessant plusieurs manifestants, dont certains furent matraqués à terre.

LES CHOSES SONT CLAIRES: la seule réponse du pouvoir aux justes revendications des étudiants et des enseignants a été la répression policière, démontrant ainsi que Soisson n'entendait pas céder tant sur le problème de la sélection que sur le retrait de son projet.

Cette tentative d'intimidation n'empêchera cependant pas les étudiants et les enseignants de s'opposer à la politique gouvernementale.

DIALOGUE d'APRÈS CHARGE

LE Commissaire: -J'étais entrain de plaider votre cause pour qu'une délégation soit reçue et vous attaquez mes petits gars.

-J'allais vers une solution favorable, maintenant je vous donne 5 minutes pour dégager. (Le commissaire est excité)

Manifestants: -Quelle était cette solution.

Le C. Je ne vous le dirait plus maintenant, vous êtes trop méchant avec moi.

M. -Mais pas du tout, c'est vous qui tapez et vous nous faites très mal.

Le C. (très très excité): Je suis le Commissaire central, chef de police, chef de... chef...

M. -Oui oui on sait, mais la délégation...

Le C. -Vous avez 5 minutes pour vous disperser. Reglez vos montres avec moi. allez dégagez....dégagez...(il trépigne, il écume)

M. -On s'en va, mais on ne se dispersera que dans le centre ville.

Le C. -Vous n'avez plus qu'une minute pour vous disperser sinon on a les moyens.

M. - On s'en doute un peu.

Le C. -Oui, et même on va aller vous virer de vos facs. (s'adressant à ses adjoints) On va encore me traiter de fasciste, ça fait rien, ça fait 20 ans qu'on me traite ainsi, j'ai l'habitude.

Courts extraits entendus par des manifestants qui ont eu le plaisir de voir Mr. le Commissaire de près.

Nos impressions: Morineau (regrets éternel) l'ancien responsable du maintien de l'ordre, aimait bien la cogne, était vu comme une franche crapule musclée, mais gardait son calme. Le petit nerveux à l'accent du midi (Mourier) est à notre sens beaucoup plus dangereux: totalement hystérique, il avait perdu tout self-control et tremblait comme une feuille.

Bilan: 3 enseignants blessés conduits au CHU et de nombreux matraqués sont allés voir des médecins, ils firent bien, en effet 10 minutes après l'arrivée des blessés à l'hôpital, Sparfel (président de l'Université) accompagné d'un étudiant en médecine Hubert ancien étudiant participant au conseil d'UER de médecine, actuellement au service militaire et infirmier à Broussais, qui s'est présenté comme interne à l'urgence.

Sparfel voulait des nouvelles des blesséset leurs noms!!!... il fut mis à la porte des boxes.

5 minutes après, 2 cars de police sont intervenus, les blessés ont du sortir par une porte dérobée, afin de ne pas tomber dans les mains des flics. Merci à tous ceux, qui les ont aidés.

ESSWEIN (La Roche s/Yon)

En lutte depuis 6 semaines ...
POURQUOI

(4)

(voir les revendications détaillées dans le n° précédent de l'APL)

- Pour l'amélioration de leur pouvoir d'achat
- Pour l'amélioration de leurs conditions de travail
- Pour obtenir la 5e semaine de repos
- Parce qu'ils en ont ras le bol des cadences infernales, du bruit, du travail à la chaîne, de la hiérarchie.

LES RÉPONSES DES PATRONS

- La Menace (lettres à tout le personnel)
- le chantage, la calomnie (journaux, tracts)
- Utilisation des non grévistes pour briser le mouvement. (Le lundi 5 janvier, les non-grévistes rentrent dans l'usine malgré les piquets de grève et forcent le passage avec les lances à incendie pour avoir accès aux compresseurs).
- les tribunaux : (qui ordonnent l'évacuation des lieux)
- les Forces de police (mardi 6 à 15 h30, l'évacuation fut rapide, les grévistes n'eurent pas le temps de remettre en ordre les locaux occupés et pourtant les flics disaient "nettoyer le terrain".)

Une A.G. fut tenue au nez des forces de l'ordre dans le parking de l'usine. Puis une manifestation automobile bruyante eut lieu dans les rues de la Roche.

UN TEL COMPORTEMENT PATRONAL DEMONTRÉ LA VOLONTÉ DU POUVOIR DE BRISER TOUTE REVENDICATION

"TOUS ENSEMBLE NOUS VAINCRONS"

(extrait du tract CFDT)

La Vendée est en effet l'un des derniers départements au point de vue niveau de salaire.

Même chez ESSWEIN ils ne correspondent pas au travail fourni et aux conditions de travail imposées ; de plus, il y a des choses aussi importantes que le salaire lui-même et qui ne se mesurent pas en argent :

- les crises de nerf des ouvriers et ouvrières qui n'arrivent pas à produire le rendement imposé :

* 2 000 boulons par jour

* 700 coups de pédales à l'heure pour cosser les fils

* cisailer 20 tonnes de tôle par jour etc...

et tout cela dans un bruit de ferraille difficile à supporter

* les problèmes familiaux posés par les horaires du travail posté (2 fois 8 heures), (lever à 4 heures du matin...)

* la répétition du travail à la chaîne qui finit par abrutir les travailleurs. Dans certains postes, pour éviter les accidents, ON LES ATTACHE.

* l'avenir même pour les O.S. dont la seule perspective est ... la retraite... s'ils y arrivent..., après avoir passé 30 ou 40 ans aux mêmes postes

Sur ces problèmes et d'autres, les grévistes et l'intersyndicale CFDT CGT ESSWEIN vous attendent tous les jours pour discuter de ces réalités.

.../...

5

LA LIBERTE DU TRAVAIL

Après cette énumération, que signifie la LIBERTE DU TRAVAIL ?

Celle pour les salariés de travailler dans de telles conditions ?... ou celle pour les patrons de continuer à exploiter les travailleurs ?

Les patrons utilisent les non-grévistes,... ceux-ci refuseront-ils les avantages obtenus par ceux qui luttent ?...

Il y a actuellement 3 500 chômeurs à la ROCHE SUR YON. Que signifie pour eux la liberté du travail ?

En 1975 ESSWEIN a fait également sa récession économique, ce qui s'est traduit par l'arrêt des embauches puis une série de licenciements, alors que dans le même temps il augmentait les cadences.

Résultat : même production, Alors !...

où est la liberté du travail pour ces licenciés...?

C F D T

**APL. Rappel: Rassemblement
des ouvriers, paysans et pêcheurs
de Bretagne. St. Brieuc. 30.31**

Janvier (cf APL 122).

Responsable sur place:

- ROLAND VASSALO -

61 avenue d'Armorique - 22 000 St. Brieuc

LE GROUPE DE NANTES DE LA **F.A.**
(FÉDÉRATION ANARCHISTE) ÉDITE UNE
BROCHURE : « **SEMONS L'ANARCHIE -**
n° 8 - L'ÉCOLE, A QUOI SA SERT ? »

En vente Librairie 71
et Librairie Euzen,
rue Jean-Jaures-Nantes.

Numero Gratuit sur Demande adressée
à N. Leroux - 47 bis rue H. Barbusse
44 400 Rezé

Est paru:

UMN - n° 2

18 Déc.: une manifestation
déviiée.

Portugal: apres le 25
Novembre

L'APL a reçu **COMBAT**
n° 798 SOCIALISTE

(organe PSU - Bretagne)

Qui annonce 4 débats sur
l'auto gestion à St. Brieuc le

16 Janvier, avec Y. Bourdet,

le 20 Janvier avec Gaby Cohn-

Bendit, Honnig, le 30 Janvier

avec Jacques Sauvaget et le

7 Février avec Monique Piton

A

L
A

M
J

C

VENDEE: LE VRAI VISAGE DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE !

6

— UN FAIT DE PLUS AU DOSSIER NOIR —

Marie Claude CAILLAUD de POUZAUGES, stagiaire depuis un an et demi au Centre de Formation Pédagogique, afin d'être institutrice en primaire, vient d'être renvoyée pour une prétendue inaptitude à enseigner en classe maternelle, alors que ce n'était que son premier stage.

- Une courte visite (3/4 d'heure, sieste comprise) d'une inspectrice diocésaine a suffi pour décider de son renvoi.
- On lui fait valoir aussi "quelques autres raisons secondaires" : ses engagements (responsable J.O.C.F., sympathisante C.F.D.T...)

FACE A CETTE DECISION ARBITRAIRE,
LA CEDT POSE DES QUESTIONS

- Comment se sentir à l'aise dans une classe maternelle de 45 élèves comprenant les 3 sections ?
- A quoi sert la formation lorsqu'une inspectrice vous affirme "on est apte au départ ou on ne l'est pas" ?
- Peut-on décider de l'avenir d'un jeune au vu d'un rapport d'inspection établi par une seule personne lors d'un premier stage ?
- Peut-on admettre que les difficultés ressenties et exprimées à des responsables pédagogiques puissent être utilisées pour un renvoi définitif ?

LA CFDT DENONCE

l'utilisation de faux prétextes pour refuser :

- le libre exercice du droit syndical
- la liberté d'expression et d'engagement à l'ensemble des travailleurs en exercice et en formation (stagiaires - GFP - IFP)

La CFDT-FEP de Vendée lança un mot d'ordre de grève de 24h le Jeudi 18 décembre 1975. Il fut suivi par quelques 300 à 400 enseignants, ce qui est un succès vu le peu d'audience que rencontre la CFDT dans ce secteur réactionnaire aux mains de la CFTC et d'un syndicat patronal (SPELC).

Le jeudi 18 au soir, vers 18h, 300 à 400 personnes se rassemblaient devant la direction diocésaine de la Roche/Yon et scandaient des slogans hostiles à cet évincement.

La direction ne voulut pas revenir sur sa décision. Les manifestants (CFDT et JOC pour la plupart) venus de Loire Atlantique, Mayenne, Sarthe et Vendée bien sûr, envahirent la direction et occupèrent les lieux pendant une bonne heure.

Et oui... Messieurs... il est grand temps de comprendre que les travailleurs de l'Enseignement Privé sont comme les autres... Ils ne se laisseront pas BOUFFER !

Nous nous sommes retirés dans le calme.

Il y a eu une assemblée générale des syndicats CFDT de Vendée Mercredi 7 janvier sur le thème :

"Les patrons du public ont été démasqué. Démasquons les patrons du privé"

Affaire à suivre

Un enseignant syndiqué participant

7

St-Nazaire : << TOUT TRAVAILLEUR DONT LA PRODUCTION NE VEUT PLUS >> << A DROIT A LA VIE >>

à propos du chômage partiel dans la Réparation Navale. (GSED)

CHÔMAGE PARTIEL
 " les caréniers brestois obtiennent une garantie de ressources " " une avance est consentie par l'entreprise "

BREST: ACCORD DANS LA RÉPARATION NAVALE
 les AFO ont repris le travail après 10 jours de grève -- garantie de ressources en cas de chômage partiel

Si il n'y avait que la réparation des navires comme travail à faire, les ouvriers de la réparation navale ne travailleraient que 15 jours par mois, ainsi qu'il y a une quinzaine d'années.

Pendant la durée des travaux, les travailleurs faisaient alors fréquemment des heures supplémentaires. De ce fait, lorsqu'ils étaient sans travail, (donc au chômage) jusqu'au prochain navire à réparer, ils arrivaient quand même à boucler leur fin de mois.

Depuis ce temps, et avec un changement de Direction, à la réparation navale s'ajoutent de nouvelles fabrications : remorques, bateaux pilotes, vannes de cloisons pour pétroliers.

Cet apport de commandes a pour effet de maintenir l'emploi à plein temps.

Mais, suite à la crise pétrolière, de nombreux bateaux ont été décommandés par les armateurs et toutes les commandes en sous-traitance pour ces navires ont donc été annulées.

Cela s'est traduit pour la réparation navale de Saint-Nazaire par l'annulation de la fabrication des vannes de cloisons.

- a) Le manque de travail, comme conséquence de cette annulation s'est trouvé à peu près total entre deux navires en réparation.
- b) Les navires eux-mêmes sont plus rares depuis les derniers mois.

Le travail à faire est donc nul.

D'où, convocation du Comité d'entreprise avec son ordre du jour : réductions horaires et chômage partiel (par roulement) pour une grosse partie du personnel.

C'est clair : pour une partie d'entre nous, le chômage partiel est une réalité.

SA REMUNERATION

moitié du salaire payé par l'Etat et le patronat ; l'autre moitié étant AVANCEE par l'entreprise. Le chômeur devra rembourser celle-ci jusqu'à concurrence de

.../...

90 % de la somme avancée.

8

INTERPRETATIONS

Certains syndicalismes ont cru devoir présenter ce mode de rémunération comme une "garantie des ressources". L'ouvrier sans travail, disaient-ils, recevra en effet la totalité de son salaire.

Pour nous, GSED, dans ce mode accepté LA GARANTIE DE NOTRE SALAIRE se mesure à sa... moitié (base 40 heures), la moitié fournie par l'Etat et le patronat, puisque la seconde moitié n'est faite que d'une avance à rembourser.

Notons maintenant que si nous n'avions pas eu cette possibilité d'avances remboursables, si nous n'avions eu, à la fin du mois, que la moitié de notre salaire pour toute ressource, il est plus que probable, certain même, que nous nous serions battus pour relever le plus possible la moitié garantie par l'Etat.

Et nous aurions eu, nous battant ainsi une REELLE GARANTIE DE NOTRE SALAIRE AU LIEU D'AVOIR UNE... DETTE A REMBOURSER.

Avec intérêts sans doute, sous une forme ou une autre, car le capital ne prête jamais gratis.

On lira certainement sur les prochains tracts syndicaux : qu'ENCORE UNE FOIS LES TRAVAILLEURS ONT FAIT LES FRAIS DE LA CRISE.

En vérité, qu'A-T-ON PROPOSE ET FAIT POUR NE PAS LA SUBIR ? Et que fera t-on pour ne pas en subir encore du même genre ?

Puisque l'Etat (c'est-à-dire les contribuables dont nous sommes) paient tant et tant de destructions de marchandises - voyez les extraits de presse qui suivent - quand donc exigerons-nous qu'il nous paye puisque nous sommes aussi excédentaires sur ce qu'ignoblement on appelle LE MARCHÉ DU TRAVAIL.

Ce serait la logique même.

Mais entre la simple logique et la logique syndicale, il doit y avoir une fossé.

Est-il si difficile de comprendre que tout travailleur dont la production ne veut plus le droit à la vie.

Et cela d'autant plus que les machines qui les éjectent, ou ont aidé à la crise qui les fait éjecter, produisent à leur place et plus qu'ils ne le pouvaient eux-mêmes.

Nous ne devrions plus nous battre qu'avec un mot d'ordre dans nos luttes : PLEIN EMPLOI DES MACHINES ET PLEIN DES BIENS QU'ELLES PRODUISENT A CHACUN.

Ainsi ce serait vraiment pour que "ça change" que nous nous battrions.

G S E D 44.

(Groupement des Salariés pour
l'Economie Distributive)

LA FRATERNITÉ PROTESTANTE (Nantes)

Rappelle à tous les groupes usagers
des salles de réunion qu'il est PRÉFÉRABLE
de lui demander une salle avant d'annoncer
une réunion dans l'APL

Merci

9

Nantes : Appel pour une Rencontre Ouvrière

QUELLE RENCONTRE ?

Il s'agit d'une rencontre qui parle des conditions de militantisme dans les boîtes, qui débattent des problèmes rencontrés pour la création d'un syndicat de classe et de masse et pour la reconnaissance de la gauche ouvrière comme une force réelle.

C'est en fait la continuation de la première rencontre avec le stade un peu supérieur qu'on a atteint et avec le dépassement des problèmes au niveau seulement des boîtes pour déboucher sur un minimum de perspectives, d'idées communes.

La rencontre aura aussi pour objet d'approfondir la réflexion sur quelques thèmes plus particuliers, pas nécessairement rencontrés partout mais sur lesquels il est important d'avancer.

Cette rencontre est ouverte à tous les ouvriers et employés qui se sentent partie prenante de cette gauche ouvrière, qui veulent travailler à son unification pour la rendre plus forte.

Cette rencontre est ouverte à d'autres courants, à d'autres groupes, qui partagent cette préoccupation : le groupe "Femmes Travailleuses en Lutte" et le groupe "Vent de la Zone" ont déjà annoncé pour l'instant leur volonté de participer à cette rencontre

Cette rencontre est ouverte aussi à titre d'observateur à des militants des quartiers, aux paysans travailleurs etc... qui pourront intervenir à partir de leur propre expérience sur les sujets traités.

L'ordre du jour proposé sera largement soumis au déroulement des débats, il ne peut être qu'indicatif.

Le samedi après-midi :

Tour de table des différentes boîtes sur les principaux problèmes rencontrés dans les interventions, en particulier sur la construction d'un syndicalisme de classe et de masse, pour la reconnaissance de la gauche ouvrière comme force réelle, mais aussi en dépassant le cadre de chaque boîte.

Le dimanche :

- Reprise de la discussion à partir des problèmes posés la veille.
- Discussion sur la crise, le chômage, comment lutter ?
- Les problèmes de l'intervention dans les entreprises de femmes.
- La liaison ouvrier paysan.
- La liaison ouvrier soldat.

**Les 7-8
Février à Nantes**

APPEL PARU DANS
LE BULLETIN DE
LIAISON OUVRIER n°4

L'APL S'EXCUSE AUPRÈS DE LA C.N.T.,
SON COMMUNIQUÉ A ÉTÉ ÉGARÉ. Le
renvoyer si vous voulez

DERVALLIÈRES : PROVOCATION DE LA MUNICIPALITÉ DE NANTES CONTRE LA MAISON DE QUARTIER !

10

APRES LES CENTRES SOCIAUX, C'EST LE TOUR DES MAISONS DE JEUNES !

Depuis l'assemblée générale de septembre 75, le conseil d'administration de la maison de jeunes des Dervallières était en pourparler avec l'adjoint à la jeunesse Mr CUEILLE de la Mairie de Nantes pour aboutir à la création d'une maison de quartier avec de nouveaux statuts.

Au cours du dernier conseil d'administration, Mr CUEILLE a fait connaître la décision de la municipalité de retirer à l'association la responsabilité de la gestion de la maison de jeunes qui lui avait pourtant été confiée par l'assemblée générale des usagers du quartier.

Ceci est la démonstration que la municipalité tient à conserver le contrôle matériel et moral des équipements collectifs en ne reconnaissant pas aux usagers du quartier le droit de s'organiser par eux-mêmes.

On est loin des promesses de maison de quartier qui devait être ouverte à tous !

En conséquence, à compter du 8/1/76, le conseil d'administration, à l'unanimité décline toute responsabilité pénale et civile quant aux activités en cours qui se déroulent à l'intérieur de la maison.

dénonce les agissements de la municipalité qui tend à reprendre en mains tous les équipements collectifs de la ville (centres sociaux et maisons de jeunes) pour mieux les contrôler.

appelle toutes les associations et organisations des différents quartiers de Nantes, ainsi que tous les habitants concernés, à une réunion publique qui se tiendra le

VENDREDI 23 JANVIER A 20 H 30
à la maison de quartier des Dervallières

pour faire échec à la provocation de l'adjoint à la jeunesse.

Le conseil d'Administration
de la Maison de quartier.

UNE SEMAINE DANS L'OUEST

7 janvier (Ouest France)

"MERCİ PATRON!"

L'entreprise Germain, d'Orléans, responsable de la construction du Cinéma Le Colisée (5 salles) à Angers, devait terminer le boulot pour Noël, On a mis les bouchées doubles,

- semaines de 80 à 90 heures de travail, avec des journées de 10-12 heures, et souvent le dimanche. L'ouvrier qui se plaint de la surcharge de travail est libre... de s'en aller (contrats à durée déterminée, licenciements sans préavis)
- le 24 décembre, une partie des travailleurs sont informés qu'il n'y a plus de travail pour eux...
- Quant au salaire de Décembre, certains l'attendent encore. Ceux qui l'ont constatent que sur les bulletins de paye, le relevé des heures est fantaisiste (devinez dans quel sens).
- Enfin, le patron a refusé de délivrer à certains ouvriers un certificat de travail.

Contacté par un journaliste de Ouest-France, le patron a déclaré, entre autre : "... 90h par semaine, alors que la loi prévoit 48 h plus deux maximum, c'est vrai... mais c'est à la demande de l'architecte... il y a des gens d'Orléans qui en ont même fait plus... suis-je en infraction ? je le sais et je le reconnais... je suis prêt à payer des amendes... sur les 40 ouvriers temporaires, je n'ai gardé que deux hommes qui m'ont paru digne d'intérêt"

7 janvier

St. Nazaire: les salades du préfet.

Chômeurs secourus à Saint-Nazaire : 5 200, soit une progression de 100 % en un an, 55 % de jeunes 53 % de femmes.

Emplois à prévoir d'après le préfet :

EATON : la construction de l'usine a pris 6 mois de retard.

Prévoir 5 à 600 emplois au lieu des 1 033 promis,

Début de fabrication : octobre 76

TECHNIP : 250 emplois de bureau promis,

il y en aura 150 à 200, le reste viendra de Paris.

Pas d'unité de production (250 étaient prévus) ce sont les Chantiers qui feront le boulot.

BORIS : 280 emplois prévus pour début 76 : annulé purement et simplement

GARDINIER : les 200 emplois prévus pour fabrication d'ammoniac sont annulés.

AFO : les 160 emplois supplémentaires envisagés sont annulés.

Total : sur 2 273 emplois supplémentaires annoncés, en mars dernier, 750 demeurent.

7 janvier

St. Nazaire: Grève à Soja-France

Les opérations de déchargement de Chuen-On, bateaux de fèves de soja "panaméen-japonais", sont retardées (l'équipe philippine de ce bateau en conflit avec l'armateur). Des piquets de grève sont installés aussi devant le Farmsum, bateau qui décharge des tourteaux de soja au quai des darses, le déchargement est interrompu également.

7 janvier

Pont-de-Mindin: démission des élus !

L'UD-CFDT de Loire-Atlantique s'adresse au Président du Conseil général : "les usagers du pont, par le péage, et les contribuables de Loire-Atlantique, par les impôts, font les frais pour de longues années d'une opération (...) qui assure le profit des sociétés privées qui contrôlent la société d'économie mixte du Pont". La CFDT demande la suppression du péage, "pour cela la CFDT demande au conseil général de refuser les charges concernant le pont et ses accès, la dissolution

.../...

de la société d'économie mixte par la démission des élus qui y siègent, ceci afin de contraindre l'Etat à prendre en charge totalement le coût et l'entretien de l'ouvrage".

7 janvier **ON A PERDU NOTRE SHERIFF !**
(Morineau quitte Nantes.)

Le commissaire moustache, spécialiste, entre autres, des manifestations à Nantes s'en va, à St Malo, ça n'a pas l'air d'une promotion. Nouveau responsable du service S.O.S. de la Police nantaise, un nommé Docquin, qui vient de St Quentin.

7 janvier **BRICAUD-St. Herblain - grève victorieuse**

Grève terminée, les 4licenciements prévus sont annulés.

8 janvier **Santé à Vendre, le médecin du travail a perdu.**

En première instance, il avait obtenu le franc symbolique de dommages et intérêt contre l'ouvrage de la CFDT publié en 1973. Jugement sur la forme et pas sur le fond (plainte déposée trop tard). Une précision : le médecin qui s'estimait diffé- mé est médecin du travail. (Se reporter à "Santé à Vendre", disponible à la CFDT, rue Lamoricière, et à la Librairie 71, 23 rue Jean Jaurès, Nantes.

8 janvier **ACCIDENTS DU TRAVAIL (Insee)**

Moins d'accidents du travail que dans le reste de la France : 7 % de travailleurs accidentés avec arrêt de travail contre 9 % (moyenne nationale). Ca fait quand même 44 600 accidents du travail avec arrêt, dont 3 300 graves et 99 décès. Un million de journées de travail "perdues" (pour qui ? NDCR).

Le taux régional d'accidents du travail est cependant plus élevé que la moyenne dans les transports. Secteur le plus touché : le bâtiment (13,5 % contre 16,7 % dans toute la France), puis les carrières, les transports, la métallurgie et le bois. Moins dangereux : le vêtement (3 %).

Catégories d'ouvriers les plus touchés : les jeunes ouvriers immigrés nord afri- cains travaillant dans le Bâtiment. En un an, dans la région, 64 français sur 10 000 sont victimes d'un accident du travail, 292 nord-africains sur 10 000. Les accidents graves sont plus nombreux entre 50 et 59 ans.

Les femmes sont moins touchées que les hommes, les plus touchés sont les ouvriers qualifiés, avant les employés et les cadres (on s'en serait douté).

8 janvier **CHOMEURS: BUS GRATUITS À NANTES ?**
(CFDT)

Le collectif chômeurs de la CFDT (Nantes) engage la lutte pour la gratuité des transports publics pour les chômeurs.

Il existe 20 000 chômeurs officiels en Loire-Atlantique, dont 57 % ne touchent rien, sur les 43 % secourus, ça va de 297 F à 90 % du salaire antérieur. 10 % des chômeurs bénéficient des 90 %.

A Toulouse, St Briec, Quimper, les mairies ont accordé le transport gratuit des chômeurs.

8 janvier **.. et cinéma dans les quartiers (cgt)**

Le comité CGT des chômeurs organise des réunions de quartier avec un film, à Malakoff (centre socio-culturel, rue d'Angleterre, Vendredi 16 ; à Bellevue, centre social rue de l'Hérault Mfercredi 16.

60 JOURS DE GARDE À VUE

Les pays totalitaires se caractérisent par la longueur de la garde à vue. Les pays où la police peut détenir un individu complètement isolé pendant deux mois, 3 mois, sont des pays abominables ou on est sans droits.

En France la garde à vue est limitée à 24 heures, c'est très court mais en même temps très long. Le procureur peut doubler le délai de garde à vue et autoriser la police à détenir un individu pendant 48 heures. En matière de drogue on peut aller jusqu'à 4 jours et c'est un danger de laisser la police détenir quelqu'un pendant 4 jours sans aucun contact avec l'extérieur, sans contact avec un avocat. En matière de sûreté de l'État, la garde à vue peut être de 6 jours. La notion de sûreté de l'État est très difficile à définir. Qui détermine le danger qui menace un pays ? Qui dit que la sûreté de l'État est atteinte ?

Quand un soldat, un appelé, comparait devant les tribunaux militaires, c'est après des jours d'arrêt, ce que l'on appelle les arrêts de rigueur.

L'institution militaire a le droit de prendre, de séquestrer, de mettre au secret un jeune appelé pendant 60 jours. C'est le colonel seul qui peut décider d'isoler un individu sans qu'il ait un contact quelconque avec l'extérieur, ou avec un avocat. Pendant 60 jours un citoyen français peut être complètement isolé des autres, mis comme dans un commissariat de police. C'est le danger de la détention policière sans aucun contrôle.

L'EMPRISE DU SYSTÈME MILITAIRE

En cas de menace économique, politique, culturelle, un texte permet sur le plan législatif de ne plus distinguer l'état de guerre et l'état de paix. Ce sont les ordonnances du 7 JANVIER 59 qui permettent de mobiliser sur leur lieu de travail tous ceux qui sont nécessaires à la marche de l'économie. En cas de désobéissance on peut être appelé (homme ou femme) devant le tribunal militaire. C'est un texte que tous les Français connaissent et qui remet en cause le droit de grève.

Il existe un fichage de toute la population qui travaille directement ou indirectement pour les besoins de l'institution militaire. C'est l'emprise du système militaire sur le système civil.

De la même façon en France et grâce aux capitaux dont elle dispose l'armée dirige une grande partie de la recherche scientifique et cela dans de nombreux laboratoires d'université.

UN SCANDALE : LES VENTES D'ARMES

14

Beaucoup de jeunes réagissent devant le scandale de la vente d'armes aux pays du Tiers Monde pour soutenir les régimes les plus rétrogrades, les plus conservateurs contre généralement des peuples qui veulent se libérer et s'émanciper. Les pouvoirs dictatoriaux, souvent composés de militaires, briment des peuples avec nos propres armes. On ne va pas se sauver seuls en France. Si le fait qu'on a certaines libertés en France correspond à l'asservissement de l'Afrique du Sud par nos armes, c'est scandaleux.

Les conflits les plus importants du monde ne seront pas résolus par l'augmentation des armes et des armes de destruction massive. La paix du monde actuellement est liée à un équilibre de la terreur.

LES JEUNES N'ONT PAS LA PAROLE

Il n'est pas normal qu'en France il y ait des dizaines de prisonniers politiques. Des jeunes de 20 ans sont en prison parcequ'ils ont mis en question l'institution militaire, parcequ'ils ont refusé le type de défense qu'on tient à leur imposer. Pourquoi des hommes de 20 ans et pas les femmes ? Ce n'est pas croyable qu'on prenne des otages de 20 ans et qu'on leur dise : "vous ne comprenez rien aux problèmes de la défense, vous refusez d'obéir, on vous condamne à 2 ans de prison !".

Les hommes politiques, les généraux réfléchissent aux problèmes de défense. Un amiral écrivait récemment : " Il faudrait que l'on se demande, quelle défense nous voulons, contre quel ennemi, avec quels moyens ? Pourquoi n'y-a-t-il pas des débats dans les quartiers, les universités, les partis politiques et le parlement sur ces problèmes de défense, d'armes de destruction massive, de l'armement atomique, sur la responsabilité du citoyen français dans certains moyens utilisés aujourd'hui, sur les guerres passées, sur la guerre de demain. Tout cela doit être discuté, on ne doit pas immédiatement baisser la tête en révérence à l'institution militaire".

Les généraux en discutent, les évêques prennent souvent position. L'évêque a le droit de parler librement. Le jeune de 19 ans qui se pose les mêmes questions, on le condamne à la prison parcequ'il ne réagit pas dans l'obéissance.

INVENTER D'AUTRES MOYENS DE DEFENSE

Si le résultat des guerres d'autrefois n'est pas merveilleux, doit-on pour une guerre à venir augmenter les armes de destruction massive avec tous les dangers que cela représente pour nos libertés et la démocratie. Nous sommes dans une situation nouvelle, il y a des choix à faire, il faut rechercher d'autres méthodes. Ceux qui cherchent dans les méthodes non-violentes n'ont peut-être pas totalement tort. Ils n'ont pas trouvé la vérité, mais ils cherchent dans ce domaine,

et la grève générale, par exemple, est un moyen non-violent qui a déjà été utilisé. Il y a des moyens de désobéissance civique que l'on peut chercher à creuser.

En Italie, il y a eu récemment des actes d'insoumission tels que la grève des loyers, de l'impôt, des augmentations d'électricité ou des transports ; ces actes sont intéressants, mais difficile à populariser en France.

Au Larzac, les paysans défendent leur terre contre l'armée, l'envahisseur d'aujourd'hui. Un des paysans, en voyant la mobilisation des gens venus sur le plateau de toute la France en août 1974 disait : "Ca c'est du patriotisme !".

Pour résoudre les problèmes du monde aujourd'hui est-ce nécessaire d'envoyer un ennemi à la mort ? Si les moyens de défense de la France sont indignes, quelle sera la victoire de demain ?

Dans les casernes, on fabrique des automates qui utilisent des armes vieilles de 50 ans. Ces armes ne peuvent servir qu'à la guerre de guérilla. Ceux qui veulent conserver des moyens militaires de lutte doivent savoir que là, comme l'a écrit Mao-Tsé-Toung, c'est l'initiative personnelle qui est la plus importante.

DESACRALISER L'ARMEE

Il faut que les Français soient libres de discuter et de remettre en cause la défense nationale. Il faudrait organiser des débats à la radio et à la télévision avec les objecteurs, les insoumis et les appelés qui revendiquent leurs droits.

Il n'y a pas d'institution au dessus des lois, ni d'armée sacrée. Certains à qui vous parlez des problèmes de l'armée se mettent en colère et ne veulent pas discuter, ils se bloquent au niveau des réactions épidermiques ou affectives, ils en restent au niveau mental au Chemin des Pames et à Verdun. Vous pouvez tout critiquer, mais si vous critiquez l'armée, à ce moment là tout s'écroule ; on porte atteinte à l'honneur de l'armée, mais l'honneur d'une institution cela n'existe pas.

Dans 10, 20 ou 50 ans fera-t-on encore des défilés militaires ? Si on va plus loin dans la désacralisation, que représente un monument aux morts, la flamme du soldat inconnu à côté des problèmes du monde, de la famine de certains pays, de la sécheresse, de la pollution ?...

Pour résoudre les problèmes de l'institution militaire et de la défense nationale, il faudra encore beaucoup réfléchir et longtemps discuter. Il semble bien aujourd'hui que la gauche française ne réfléchisse pas assez aux problèmes de l'armée. Il ne suffit pas de déclarer comme les partis de gauche et les syndicats : "surtout ne faisons pas d'antimilitarisme !".

16

LA SEMAINE AR FALZ : TROIS SOIRÉES A NE PAS MANQUER.

LE MOUVEMENT culture' et pédagogique AR FALZ (LA FAUCILLE) a invité le photographe LE GARREC (collaborateur de VAUTIER) à présenter ses montages de diapositives sur la vie des pêcheurs bretons. Sur des images d'une grande beauté et d'un grand réalisme, les pêcheurs parlent de leur condition et de leurs luttes sur leur lieu de travail. En plus, LE GARREC proposera son interprétation de la Révolte des Bonnets Rouges de 1675. Mercredi 14 janvier à 20h 30, Centre Jean-Macé, 90 rue Préfet Bonnefoy.

Le lendemain, dans la même salle, Jeudi 15 à 20 H 30, une conférence-débat par L.J CALVET, professeur de linguistique à Paris, sur le thème "Langue et Colonisation" ou quel est le rôle de la langue (du colonisateur par rapport à celle du colonisé) dans le phénomène de l'impérialisme. Le débat promet d'être passionnant et il sera sûrement question de langues comme l'irlandais et le breton face à l'anglais et au français.

Le VENDREDI 16, au FOYER DU JEUNE TRAVAILLEUR, à 20 h 30, la dernière soirée sera de détente avec la venue de la coopérative d'expression populaire NEVENOE, filiale d'AR FALZ. Patrick EWEN, Gérard DELAYE, Yvon LE MEN, ANNCHRIST, Kristen NO-GUES y seront là.

. APL. CALENDRIER. APL. CALENDRIER. APL. CALENDRIER.

MERCREDI 14 JANVIER 20 H 30 FILM DU COMITE CGT DES CHOMEURS
CENTRE SOCIAL L HERAULT RUE DE L HERAULT ZUP BELLEVUE NANTES

MERCREDI 14 JANVIER 20 H 30 FRATERNITE PROTESTANTE NANTES
REUNION "RETOUR DU PORTUGAL" DISCUSSION DE LA SITUATION ACTUELLE
AVEC DES GENS QUI SONT ALLES LA BAS A NOEL.

JEUDI 15 JANVIER LA CFDT ET L ARMEE REUNION DES MILITANTS CFDT
AVEC LA PARTICIPATION DE GILBERT DECLERCQ
18 H 00 SALLE N°3 37 RUE LAMORICIERE NANTES

JEUDI 15 JANVIER L AUTRE FRANCE FILM ALGERIEN D ALI GHACEM (MEKTOUB)
EN PREMIERE VISION A NANTES
PAR L AMICALE DES ALGERIENS AVEC LE SOUTIEN DU MRAP ET DU GASPROM
(LA FRANCE DES TRAVAILLEURS IMMIGRES)
debat avec l'auteur a la fin 7 F 00

VENDREDI 16 JANVIER FILM DU COMITE CGT DES CHOMEURS
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL MALAKOFF NANTES

VENDREDI 16 JANVIER BERANGER CHANTE A BOUGUENAIS LE BEAULIEU 21 H 00 18 F 00

SAMEDI 17 JANVIER THEATRE LA SUEUR DU SOLEIL
(le déracinement d'une famille de travailleurs de la terre)
PAR LA TROUPE DU GALION
SALLE ST ROCH ST PERE EN RETZ

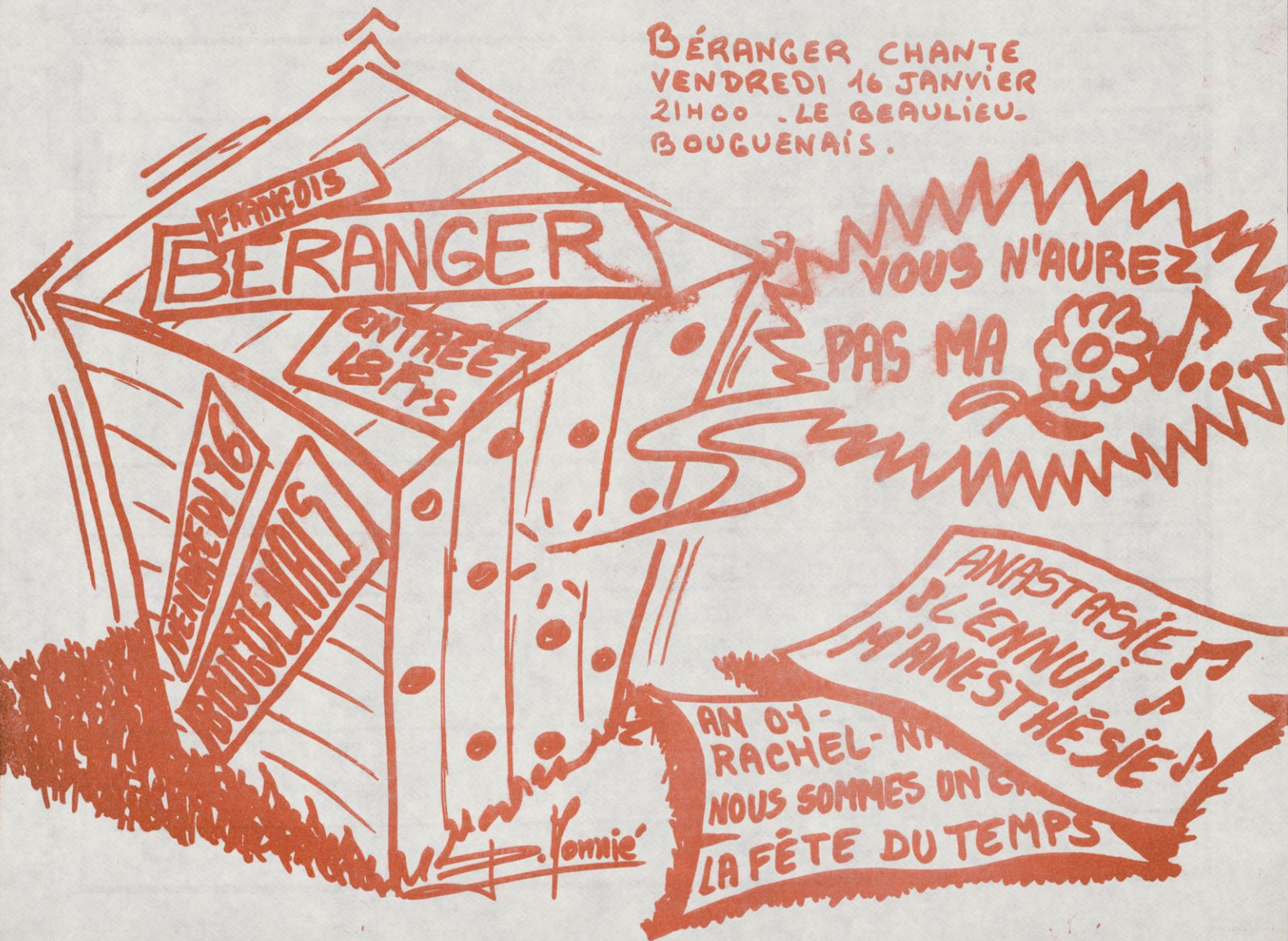
SAMEDI 17 DIMANCHE 18 DEBAT AU CENTRE PROTESTANT DE L OUEST CELLES SUR BELLE
LA TELEVISION ET L INFORMATION
AVEC DES JOURNALISTES DE FR3 DE RENNES ET DES MEMBRES DU CREA V

MERCREDI 21 JANVIER FILM CGT CHOMEURS 20 H 30 M.J. REZE

Dernière Minute (Nantes) COMMUNIQUÉ AGEN.UNEF.(Soufflot)

Dans la nuit du 9 au 10 Janvier 76
le local de la Faculté de Lettres a été
incendié. Cet attentat est une remise
en cause très grave du droit d'organi-
sation.

(Les Fascistes s'énervent de la prolongation
des grèves en Fac?)



BÉRANGER CHANTE
VENDREDI 16 JANVIER
21H00 - LE BEAULIEU-
BOUGUENNAIS.

A.P.L. DERNIÈRE

Lundi 14h00

a.p.L.18

Ste Anne: le cerf a gagné

La population interrompt l'hallali d'un cerf. Une nouvelle fois la chasse a courre "RALLYE BRETAGNE" donne lieu à des incidents, les chasseurs essayant d'abattre l'animal se font interpellés par des gens du pays, révoltés de leur cruauté. Et même par les adhérents d'une société de chasse du coin. Le coup de grace n'a pu être porté.

Avocats: lancés à Nantes, la grève gagne

Riom, Lorient, Valenciennes, Annecy, Bordeaux, Clermont Ferrand, Marseille, Montpellier, ... Un comité de liaison des 12 barreaux de Bretagne s'est mis en place à Pontivy. Contre les nouveaux textes de procédure civile. Le garde des sceaux négocie.

St. Nazaire: armateur arnaqueur en échec

L'armateur japonais du navire panaméen CHUEN ON accepte de régler les sommes dues à l'équipage philippin (220 000 F). La compagnie, dont le siège est à Hong Kong, ne prendra aucune sanction. A l'occasion de ce conflit, la CGT des marins avait réalisé une importante mobilisation de diverses catégories de travailleurs du port pour empêcher le départ du bateau tant que les revendications des marins ne seraient pas satisfaites? Au même moment les travailleurs de SOJA FRANCE en grève avaient d'ailleurs installé leurs piquets de grève sur le quai pour empêcher le déchargement. (cf page précédente - "Une semaine dans l'Ouest")

Ste Luce: Remous pour une route

Les habitants de l'Allée du Bois, quartier du Chassay, envahissent la séance du Conseil Municipal. Contre le projet de route débouchant dans le quartier au pied des maisons. Affaire à suivre.

LA ROCHE - ESSWEIN: FIN DE SEMAINE

Jeudi 8 au matin, après une manif des grévistes devant l'usine et une entrevue avec la direction du travail qui a promis d'intervenir auprès de la direction d'Esswein pour obtenir des négociations. Le jeudi soir à 18h30, un grand meeting de soutien eut lieu avec l'appui des partis de gauche PC-PS et du PSU où la conduite du nouveau préfet fut durement stigmatisée ainsi que l'attitude intransigeante du patronat.

Après ce meeting, une manifestation se déroula dans les rues de la ville, réunissant près de 1500 personnes fortement déterminées qui exigèrent la juste satisfaction des revendications des travailleurs aux cris de: "PATRONS NEGOCIEZ !" et "ESSWEIN PEUT PAYER !"

L'A.P.L.

QUOI ?

L'APL-Ouest-information, bulletin hebdomadaire diffusé à près de 700 exemplaires, lu et soutenu par différents groupes (écoles, usines, quartiers, objecteurs, paysans-travailleurs, etc...) se veut: "POUR UNE INFORMATION AU SERVICE DES LUTTES POPULAIRES"

L'APL résolument engagé pour la suppression du système capitaliste veut garder une large ouverture à tous les courants révolutionnaires et progressistes et pour cela refuse d'être lié à un groupe quelconque.

NOS REUNIONS SONT OUVERTES A TOUS, LE VENDREDI SOIR A 20h30 au 12 bis rue de l'industrie (derrière la Lib.71).

OÙ ? (EN VENTE)

- Librairie 71, 29 rue Jean Jaurès
- Librairie Euzen, rue Jean Jaurès
- Librairie J. Vernes (près pl. Commerce)
- Café Surcouf, Morrhonnière.
- Café La Noé, Jonelière.
- R.U. Le Tertre, mardi midi.
- rue de Strasbourg, face à la préfecture.
- Kiosque Bellevue, grande place.

COMMENT ? (s'abonner)

12 n°s un trimestre 15f. Soutien 20f.
24 n°s un semestre 30f. Soutien 40f.
48 n°s un an 55f. Soutien 70f.

Laissez votre ordre en blanc, et envoyez-le à la librairie 71.

BONNES ADRESSES

CSOC (Comité de soutien aux objecteurs) 57, rue des Hauts Pavés
GIT (groupe insoumission totale) Tous les jeudi 20-22h.
Comité Portugal/Fraternité Protestante, 20h30 Tous les 2^{èmes} Mercredi du mois
CNT-AIT (Confédération nationale du travail, section française de l'Association internationale des travailleurs) 43 rue Felix Faure, -Rezé
permanence: tous les samedi 15-18 h.
APF (association populaire familiale) 2 rue Lamoricière
Gasprom, 1 rue Léon Say, Tel 74-65-59 permanence Vend. 19-21h.
Centre Nantes 1/3 Monde, 9 rue des Hauts-pavés-dispose d'un montage audio-visuel sur le pétrole et la faim au Sahel.
CABE (comité d'Acces aux bords de l'erdre) - Robert Chiron, la Vrière, La Chapelle-s-Erdre--dispose d'un montage sur le problème scandaleux des bords de l'erdre-sur la manif de 70, un film de 20mn.--une brochure de 120 p. sur les luttes menées depuis 6 ans.
GSED-MFA Tel. 75-53-83 2nd. dimanche à 10h. Café Moderno, quai Marcel Boissard-Trentemoult.

Nantes
a.p.l. périodique
CPPAP 54701

Nantes
a.p.l. périodique
CPPAP 54701